L'ECHO DE MANITOBA

JEUDI, 1 JUIN 1899.

Toutes communications concernant la rédaction devront être adressées à

M. H. d'HELLENCOURT, REDACTEUR.

Les Rapides de St.-Andrews.

Cette fois, la chose est décidée, le gouvernement fédéral a pris en considération les vœux si souvent exprimés par les hommes d'affaires de Winnipeg, et les travaux aux Rapides vont commencer cette année.

On ne sait pas exactement la somme qui sera consacrée cette année à ces travaux, les uns parlent de $50,000, les autres de $200,000 ; l'on ne sera définitivement fixé que lors du dépôt des estimés supplémentaires devant les Communes.

Mais le chiffre est chose secondaire pour le moment ;ce qu'il fallait avant tout, c'était la reconnaissance du principe, la mise en train des travaux. Nous sommes assurés aujourd'hui de l'un et de l'autre. c'est parfait.

D'après les renseignements obtenus, les travaux seront faits à la journée ; l'hon. M. Tarte l'aurait positivement déclaré, ajoutant que l'expérience des années passées avait confirmé sa manière de voir à cet égard.

L'hon. ministre des travaux publics est mieux que personne à même d'apprécier ces questions, et pour notre part, il nous semble que ses vues sont excellentes.

Pourquoi faire bénéficier des entrepreneurs d'une somme que l'on peut économiser, ou mieux employer par le contrat direct ?

Le profit que feraient des entrepreneurs, on peut les consacrer à une augmentation de salaire des ouvriers, et même en admettant qu'il n'en soit pas ainsi, si ce n'est pas le salaire, ce sera le nombre des ouvriers qui augmentera.

Si vous avez $200,000 à consacrer aux travaux et que vous les donniez à l'adjudication, il est bien certain que l'entrepreneur auquel reviendra le contrat fera sur ces $200,000 un certain profit, sans quoi il ne serait pas assez niais pour l'entreprendre. Admettons qu'il fasse $20,000 de profit, c'est donc $20,000 qui seront enlevés à l'ouvrage effectif, à moins qu'ils ne soient prélevés sur le salaire des ouvriers. C'est l'un ou l'autre, il n'y a pas à en sortir.

Il est donc mille fois plus logique de supprimer l'adjudication à l'entreprise, chaque fois que cela est possible, et de donner le travail à la journée, tout le monde y trouvera son profit.

Il suffit de choisir comme surintendant un homme vraiment compétent, pour assurer la direction de l'ouvrage.

Nous sommes persuadés que le gouvernement fédéral apportera le plus grand soin dans le choix de ce surintendant. La prompte réussite des travaux dépend beaucoup de ce choix.

La malchance les poursuit !

Ces pauvres bleus ! ils ne savent plus où donner de la tête ! Ils ont beau prophétiser la fameuse réaction qui leur permettra de sortir du bourbier où leur char s'embourbe, la défaite les poursuit, les accable, se répète à chaque occasion, et ils pataugent, ils s'enlisent de plus en plus.

"La Trinité se passe Malborough ne revient pas."

et monté à sa tour, la veuve inconsolable qu'est sir Charles Tupper interroge en vain ses pages fidèles.

L'un après l'autre les pièces de la vieille armure se détachent.... mironton, mironton, mirontaine ...... et ses pages lui en appportent les débris.

Après Bagot, après Brockville, voici que le comté de Waterloo Nord abandonne la bannière torie pour se ranger sous l'étendard écarlate.

M. Breithaupt, candidat libéral, vient d'être élu par 116 voix de majorité, tandis qu'aux dernières élections le candidat conservateur avait obtenu une grosse majorité !

La voilà bien la réaction..... mais pas dans le sens où l'attendaient ces bons bleus !

Ils sont vraiment enguignonés outre mesure, s'il faut en juger d'après leur dernière mésaventure à Sherbrooke.

Sir Charles Tupper, accompagné des derniers pages fidèles, avait organisé la semaine dernière une grrrande manifestation conservatrice à Sherbrooke. Les distractions sont rares dans nos campagnes, et les gens s'étaient amassés par curiosité à St.-Hyacinthe pour voir passer le vieux chef conservateur, il n'en fallait pas d'avantage pour permettre à "la Minerve" de mousser la superbe manifestation de St.-Hyacinthe ! La vieille déesse a décidément l'enthousiasme facile !

Malheureureusement, il n'y avait pas que des curieux dans cette foule, il y avait un certain nombre de pick-pokets, qui ne devaient pas être les moins ardents à acclamer, afin de mieux détourner l'attention de leurs victimes.

Cette claque improvisée a coûté cher à plusieurs des chefs conservateurs. M. Leblanc, député de Laval, a été soulagé de $85. M. T. C. Casgrain en a été quite pour un porte-cigare, mais M. Moore, M. P. a été volé de $40, le Sénateur Blake a été mis à contribution par ces enthousiastes pour $20., M. Hackett a également été victime ; quant à M. Farwell, de la Banque des Cantons de l'Est, il l'a échappé belle, et a failli se faire voler la modeste somme de $7.000.

Cette manière de mettre à contribution la bourse des partisans politiques, ne laisse pas que d'être quelque peu cavalière, et les victimes de la journée, trouveront sans doute que c'est payer assez cher le délicat plaisir de se faire acclamer !

Vous avouerez que les temps sont durs pour ces pauvres bleus, tout conspire pour les accabler !

Aussi n'est il point étonnant de les voir perdre quelque peu la tête ; ils ne décolérent pas ; ils n'ont plus à la bouche que l'injure et la calomnie !

Ils n'ont pu supporter la défection de l'hon. John Costigan sans chercher à lui jetter de la boue ; ils se raccrochent avec désespoir à la découverte d'un scandale possible et fouillent dans tous les coins pour arriver à le trouver !

Mais ils en sont pour leurs frais, et jusqu'à ce jour, le résultat obtenu a été simplement de se discréditer eux-mêmes aux yeux de tous les gens de bon sens.

La preuve la plus certaine, c'est le mouvement de défection qui s'accentue chaque jour d'avantage.

Non seulement le peuple, mais les chefs eux-mêmes s'écartent d'un parti qui semble avoir oublié tous les principes auxquels jadis il dût son succès.

On annonce que M. Poupore, député de Pontiac et un des des plus grands commerçants de bois d'Ottawa, abandonnera prochainement le radeau conservateur. Tellement il est mécontent de la manière dont il est dirigé par le vieux Tupper. Aujourd'hui, on dit que M. Ross Robertson, le député de Toronto, la divison la plus conservatrice de tout le Dominion, peut-être, à déclaré qu'il votera avec le gouvernement sur la question du Drummond !

Il faut s'attendre à voir Tupper-Borée déchainer la tempête de ses périodes sonores durant de longues heures en Parlement !

Laissons le faire, ça le, soulage et ça ne tire pas à conséquence, ses poumons seuls en souffriront.

A Ste. Anne des Chenes.

La réunion organisée, par l'association libérale française de Ste. Anne des Chênes, mercredi, jour de la fête de la Reine, et à laquelle l'exécutif provincial avait prêté son concours, a été de tous points réussie ; de semblables démonstrations devraient être multipliées ; car elles sont de nature à aider grandement au succès définitif du parti libéral.

L'assemblée a eu lieu à la gare de Ste. Anne des Chênes ; et la vue même de ce bâtiment, de construction toute récente, attestait la réalité de la politique de progrès poursuivie par le gouvernement provincial.

Près de cent cinquante personnes assistaient à la réunion, que présidait M. Pelland, le sympathique président de l'association libérale de Ste. Anne des Chênes.

M. William Lagimodière, ancien député de LaVérandrye à la législature, et président du bureau provincial, a ouvert la série des discours par une courte allocution. Il exprima le plaisir qu'il ressentait à voir une aussi nombreuse assemblée répondre à l'appel de l'association de Ste. Anne, puis après l'éloge du président de cette association, il présenta à l'assemblée M. S. A D Bertrand, vice président de l'association provinciale et président de l'exécutif.

M. Bertrand prit pour théme de son discours l'étude de l'administration du gouvernement Greenway ; il a passé en revue la politique financière et écomique des dix dernières années, et montré le contraste frappant entre l'état de la province, sous le dernier gouvernement conservateur, avec ses finances obérées, son crédit perdu, et l'état actuel si prospère, si plein d'avenir, grâce à la gestion pratique et habile de l'administration Greenway. Il a insisté particulièrement sur le merveilleux développement du réseau de voies ferrées, qui permit de réduire le taux du transport dans des proportions considérables.

M. H. Royal, qui lui succéda sur l'estrade, s'est attaché plus particulièrement à la politique fédérale du gouvernement Laurier. Il a fait l'éloge du premier ministre, dont la renommée et la gloire rejaillissent sur tout le peuple canadien-français, ainsi que de l'hon. M. Sifton, qui par ses talents a mérité de faire partie du ministère fédéral où il représente si dignement la province de Manitoba.

Il a passé en revue les progrès réalisés par le gouvernement fédéral, et insisté sur les diminutions apportées au tarif, diminutions toutes au profit de la classe agricole et du peuple en général.

M. H. Fournier, le sympathique secrétaire de l'association provinciale, a prononcé ensuite une de ces chaudes allocutions dont il a le secret ; sa voix bien timbrée, la conviction profonde qui l'anime, ont le don d'émouvoir ses auditeurs et de leur communiquer son enthousiasme

C'est avec une juste indignation qu'il a flétri les manoeuvres abominables d'adversaires peu scrupuleux qui ont recours à la calomnie pour discréditer le parti libéral, et dont toute la tactique consiste à représenter les libéraux comme des impies,des gens hostiles à la religion. Il a évoqué le souvenir de M. H. Mercier, et rappelé avec quelle chaleur jadis cet homme si distingué, et dont le souvenir vivra éternellement dans le coeur de la nation canadienne, a pris la défense de Louis Riel en plein parlement.

De nombreux bravos ont accueilli les dernières paroles de l'orateur.

M. H. d'Hellencourt a clos la série des discours par quelques remarques sur la conduite des députés conservateurs du comté de La Vérandrye et de Provencher. Il a fait ressortir la conduite coupable de M. A. A. C. La Rivière, qui pendant de longues années a, par ses manoeuvres et dans le seul but d'en tirer profit, empêché la construction du chemin de fer du South-Eastern, trahissant ainsi les intérêts les plus sacrés de ses électeurs.

Il a montré toute l'absurdité de la politique suivie depuis six ans par M. T. Paré, le député de La Vérandrye, qui de parti pris, par une étroitesse de vue ridicule, n'a pas demandé pour son comté pour cinq centins de travaux, pourtant nécessaires, et auxquels les habitants avaient pleinement droit puisqu'ils paient leur quote part de taxes.

Pour terminer, M. d'Hellencourt a mis en évidence l'attitude des deux partis conservateurs et libéraux dans la province au sujet de la question des écoles ; il a rappelé les reproches que les conservateurs adressent au gouvernement Greenway, pour les preuves de bonvouloir donné par lui à la minorité, et montré combien il serait coupable de compromettre les résultats déjà acquis en abandonnant le gouvernement actuel, qui nous a donné des preuves tangibles de sa bonne volonté, pour soutenir des gens chez qui le fanatisme et la haine de la population française sont chaque jour plus évidents.

Revenant sur une idée exprimée par des orateurs précédents, M. d'Hellencourt a terminé en disant : "Nous ne vous demandons pas d'abandonner vos couleurs politiques, nous vous demandons de voir, de discuter, et de supporter en fin de compte le gouvernement qui vous offre le plus de garantie de sagesse, de bonne administration, celui dont le succès passé vous répond de l'avenir, et nous sommes convaincus que si vous agissez ainsi vous soutiendrez tous aux prochaines élections le gouvernement Greenway."

Pour terminer la fête, un superbe feu d'artifice, dont le trésorier de l'association provinciale. M. Horace Chevrier avait eu l'heureuse idée, a été tiré, et l'on s'est séparé après un triple hourras en l'honneur de la Reine. suivit d'un autre en l'honneur de sir Wilfrid Laurier.

Les Scrips du Nord-Ouest.

Le dernier numéro de "l'Ouest Canadien" nous apporte un article fort intéressant sur l'historique des "scrips" des métis dans les Territoires du nord-ouest.

On sait que le gouvernement fédéral vient de nommer une commission chargée de régler ces justes réclamations, et que cette commission a quitté Winnipeg la semaine dernière.

Il n'en sera pas cette fois-ci comme de la fameuse commission de 1885, nommée par le gouvernement conservateur, deux jours après qu'eût éclaté la rébellion.

Cette commission, nommée dans un moment de peur, s'empressa, une fois le mouvement réprimé, de restreindre le plus possible les concessions promises ; elle n'accorda des scrips qu'aux enfants nés avant 1870.

Depuis cette époque les métis du nord-ouest ne cessèrent de réclamer, et avec pleine raison, pour que la mesure s'étendît à tous ceux qui vivaient au moment du traité.

En 1893, le gouvernement conservateur d'Ottawa répondit aux démarches faites par les députés au nom de leurs électeurs : "qu'après considération, le gouverneur en conseil avait décidé que, vu que l'émission des scrips serait peut-être une cause de démoralisation pour les métis, ces scrips ne seraient pas accordés."

Il faut admirer comme elle le mérite la tartuferie de ces bons conservateurs, qui ont toujours dans leur poche quelque grand principe, comme la morale ou la religion, pour mettre au service de leurs petits intérêts.

Ça, c'est la marque de fabrique conservatrice, on la retrouve dans tous leurs actes.

En 1896, M. Hugh John McDonald avait signé une promesse formelle, que reproduit l'Ouest Canadien, de faire rendre justice à tous les enfants métis nés depuis 1870.

Il est vrai que c'était durant la lutte électorale, en faveur de M. Cochrane !

Il est vrai que M. H. John McDonald avait eu soin de laisser la porte ouverte en ajoutant entre parenthèse : (si mes collègues y consentent).

Fidèle à sa politique, le gouvernement Laurier a tenu à remplir ses promesses à cet égard, et la commission déjà en route règlera définitivement cette question en donnant justice pleine et entière à nos compatriotes métis.

Nous croyons l'occasion bonne pour mettre sur leurs gardes les métis des territoires appelés à jouir de ces concessions.

Nous savons que déjà certains individus sont partis pour les lieux où siége la commission afin faire la chasse aux scrips.

Il faut espérer que l'expérience du passé servira à nos compatriotes métis, et les empêchera de se laisser dépouiller par des spéculateurs sans conscience.

Soyez méfiants, chers compatriotes, terriblement méfiants, et si vous voulez nous croire, gardez vos scrips.

dans 10 ou 15 ans d'ici, ces terres, dont on va vous offrire probablement un prix dérisoire, représenteront une petite fortune :